

18.04.2008 - 10:00 Uhr

Politique de transfert: l'ASTAG exige un revirement de la politique après la débâcle de CFF Cargo

Bern (ots) -

Dans le cadre de la loi sur le transfert des marchandises de la route au rail actuellement en discussion au sein du Conseil national, les nouvelles mesures coercitives prônées par la Confédération aux dépens du trafic utilitaire routier sont absolument inappropriées. En particulier, les conséquences de l'introduction d'une bourse pour les transits alpins seraient beaucoup plus dommageables que positives pour l'économie suisse. Il suffit en effet de constater les problèmes massifs rencontrés par CFF Cargo pour comprendre qu'en lieu et place, une réforme préalable fondamentale du trafic ferroviaire de marchandises est indispensable.

Actuellement, le Conseil national traite du projet de transport des marchandises devant définir la politique de transfert de ces prochaines années. Après la débâcle de CFF Cargo, l'Association suisse des transports routiers ASTAG est persuadée d'une chose: si un transfert du trafic de transit de frontière à frontière de la route au rail doit vraiment être réalisé dans un proche avenir, il convient d'effectuer un revirement dans le cadre de la politique appliquée jusqu'à présent. Les chiffres officiels de la Confédération en matière de transfert ont clairement démontré que les mesures de coercition décrétées par l'état, comme le système de dosage au Gothard, de nombreux contrôles de police sur le même tronçon ou des formalités douanières inutilement compliquées, ne sont pas appropriées pour atteindre le but fixé. En lieu et place, la politique suisse des transports doit en premier lieu se pencher sur le rail. Il convient de procéder à des réformes plus approfondies et prioritaires pour poser les bases qui devraient permettre un jour de réaliser le transfert de la route au rail. Et pour l'ASTAG, une modification rapide du système des prix des sillons et de la fixation des priorités ainsi qu'une stratégie de gestion claire pour CFF Cargo s'avèrent urgentes.

Une bourse pour les passages alpins est contraire à l'économie

Une bourse pour les transits alpins, à savoir un nombre limité de droits de passage sur les axes de transit fixé par l'état, serait un instrument totalement inutile. On ne peut en effet pas transférer les marchandises sur le rail alors que ce dernier ne dispose pas des capacités nécessaires. Or, on sait que les lignes du nouveau tunnel du Lötschberg sont d'ores et déjà toutes réservées et que de toute façon les lignes d'accès aux NLFA manquent sur le plateau. Dès lors, un contingentement étatique du trafic utilitaire routier par l'entremise d'une bourse de transit alpin aurait pour unique effet de faire subir à l'économie suisse des dommages du fait de ces nouvelles restrictions.

Pour l'ASTAG, une chose est claire: l'échec de la politique suisse de transfert n'est pas dû à la route mais au rail! Et pour "la remettre sur les rails", des réformes sévères doivent être entreprises.

Contact:

Pour de plus amples informations:
ASTAG Association suisse des transports routiers
André Kirchhofer

Weissenbühlweg 3, 3007 Berne
Tél. 031 370 85 85
Berne, le 18 avril 2008

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100001880/100559401> abgerufen werden.